

L'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques (IRGES) est, en République Démocratique du Congo, le principal centre indépendant de recherche, de formation, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 2016 par le Professeur Kabwita Kabolo Iko, l'IRGES est un établissement d'utilité publique reconnu par les Arrêtés-Ministériels N°MIN.RST/CAB.MIN/054/2018 portant agrément des activités scientifiques et technologiques de l'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques et N°125/CAB/MIN/CA/PKB/2018 accordant avis favorable valant autorisation de fonctionnement de la Maison d'éditions IRGES.

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. Il associe, au travers de ses études et ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale et dispose d'un personnel-ressource capable de réfléchir largement sur les domaines indiqués et de proposer en forme textuelle et contextuelle des orientations, de la documentation et même des projets finalisés.

DOMAINES DE RECHERCHE

Prospections diplomatiques et géopolitique africaine
Organisations intergouvernementales et Intégration régionale
Etudes stratégiques sur le monde asiatique
Résolution des conflits, Conseil stratégique et prospection sur la paix et la sécurité
Pratique de négociation internationale et d'affaires
Droits humains et Droit humanitaire
Gender et Promotion des droits de la femme
Pratiques démocratiques et de bonne gouvernance
Communication, Coaching politique et Relations publiques
Marketing politique et leadership axés sur les résultats
Développement durable, Environnement et Ecologie
Management des projets nationaux et internationaux
Statistiques, Etudes économiques et sociales
Santé publique
Intelligence Artificielle et Télécommunications
Psychopédagogie

SERVICES OFFERTS

Formations
Réunions scientifiques
Gestion de projets
Revue Intelligence Stratégique
Accueil de stagiaires
Consultation d'experts
Bibliothèque numérique et en dur
IRGES éditions

L'Institut de Recherche en Géopolitique et d'Etudes Stratégiques (IRGES) est ouvert et intéressé vis-à-vis de toutes personnes, structures, institutions, entreprises ou organisations dont les domaines d'interventions et les services susmentionnés pourraient être de plus utiles à leur progrès, leur rentabilité, leur notoriété et leur reconnaissance populaire.

E-ISSN : 3006-5488 ; P-ISSN : 3006-547X
<https://doi.org/10.62912/JYTU3565>
www.revue-is.org



Maquette couverture : Editions IRGES Kinshasa-Gabrie

PARTENARIAT STRATEGIQUE USA-RDC

Enjeux, opportunités & appropriation effective

2026



3ème

GRANDE CONFERENCE

CORPS DE L'ELITE SCIENTIFIQUE DE L'UDPS
CES-UDPS

THEME

PARTENARIAT STRATEGIQUE USA-RDC

Enjeux, opportunités & appropriation effective

Du 22 au 23 Juin 2026 - HILTON KINSHASA

NUMERO SPECIAL

«La science au service au peuple»



**INSTITUT DE RECHERCHE EN GEOPOLITIQUE ET
D'ETUDES STRATEGIQUES**

Revue
Intelligence Stratégique

Vol. 009, Numéro Spécial, Juillet 2026

E-ISSN : 3006-5488, P-ISSN : 3006-547X

<https://doi.org/10.62912/JYFU3565>



Siège social : 292, avenue Mweka, Commune de Lingwala, Kinshasa, République
Démocratique du Congo.

Téléphone : +243 89 7175 074 ; 82 006 1696

E-mail : felly.lukunga@revue-is.org, article@revue-is.org, info@revue-is.org ;

Internet : www.revue-is.org ; www.irges.org

Europe : 59, Rue du Rhône, 1204 Genève, Suisse, + 41 22 810 88 68, Chambre de
Commerce Suisse-RD Congo, info@ccsc.ch



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques
Volume 9, Numéro Spécial

Juillet 2026

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/CES-UDPS0016>

www.revue-is.org

CARTOGRAPHIE ET EXPLORATION DES RESSOURCES NATURELLES ET DES MINERAIS CRITIQUES DE LA RDC

DONA KAMPATA MB.

Professeur des universités, Doyen de la Faculté PGER à l'UNIKIN

RÉSUMÉ

Cette étude analyse le rôle stratégique de la cartographie géologique et de l'exploration des minerais critiques dans le renforcement de la souveraineté économique de la République démocratique du Congo. Elle souligne que, malgré l'abondance du cuivre, du cobalt, du coltan, du lithium, de l'or et des terres rares, leur contribution au développement demeure limitée par l'insuffisance des données géoscientifiques, la faible exploration, la fraude minière et l'absence de transformation locale. L'auteur recommande ainsi la modernisation de la cartographie grâce à la géophysique aéroportée, à l'imagerie satellitaire, à l'intelligence artificielle et aux mégadonnées, ainsi que la sécurisation des zones minières, la formation des compétences nationales et le développement d'industries locales de transformation, afin de convertir durablement le potentiel minéral de la RDC en industrialisation, en emplois et en prospérité nationale.

Mots-clés : *Cartographie géologique ; minerais critiques ; souveraineté économique ; industrialisation.*

ABSTRACT

This study analyzes the strategic role of geological mapping and the exploration of critical minerals in strengthening the economic sovereignty of the Democratic Republic of the Congo. It highlights that, despite the abundance of copper, cobalt, coltan, lithium, gold, and rare earth elements, their contribution to development remains limited by insufficient geoscientific data, inadequate exploration, mining fraud, and the lack of local processing. The author therefore recommends modernizing mapping through airborne geophysics, satellite imagery, artificial intelligence, and big data, as well as securing mining areas, training national talent, and developing local processing industries, in order to sustainably convert the DRC's mineral potential into industrialization, jobs, and national prosperity.

Keywords : *Geological mapping; critical minerals; economic sovereignty; industrialization.*

INTRODUCTION

La République démocratique du Congo (RDC) est reconnue comme l'un des pays les plus riches au monde en ressources naturelles. Son sous-sol renferme d'importantes réserves de cuivre, de cobalt, de coltan, de lithium, d'or, de diamant, d'étain, de nickel, de manganèse ainsi que de terres rares, auxquelles s'ajoutent des ressources énergétiques, forestières et hydriques d'une valeur stratégique considérable. Dans un contexte international marqué par l'accélération de la transition énergétique, la numérisation des économies et la sécurisation des chaînes d'approvisionnement en minerais critiques, ces ressources placent la RDC au cœur des nouvelles dynamiques géopolitiques et économiques mondiales.

Paradoxalement, cette abondance n'a pas permis au pays de transformer durablement son potentiel géologique en développement économique et social. L'insuffisance de la cartographie géologique moderne, le déficit d'exploration systématique, la faiblesse des données géoscientifiques, l'exploitation artisanale incontrôlée, la fraude minière ainsi que la faible transformation locale des minerais limitent la création de valeur ajoutée et réduisent les retombées économiques au bénéfice de la population congolaise. À ces contraintes s'ajoutent les défis sécuritaires dans l'est de la RDC, où l'exploitation illicite des ressources naturelles alimente les conflits armés et fragilise davantage la souveraineté nationale.

Face à ces enjeux, la cartographie géologique et l'exploration minière ne peuvent plus être considérées comme de simples activités scientifiques ou techniques. Elles constituent désormais des instruments stratégiques de gouvernance, de sécurité nationale, de planification économique et de souveraineté. Une connaissance exhaustive du sous-sol permet à l'État d'évaluer avec précision son potentiel minéral, de renforcer sa capacité de négociation avec les investisseurs, de sécuriser les zones minières et d'orienter les politiques publiques vers une industrialisation fondée sur la valorisation locale des ressources.

Le présent article analyse le rôle de la cartographie géologique et de l'exploration des minerais critiques en tant que leviers de souveraineté économique, d'industrialisation et de prospérité nationale en République démocratique du Congo. Il met également en évidence l'apport des technologies modernes d'exploration, les principaux défis de gouvernance ainsi que les orientations stratégiques susceptibles de renforcer la position de la RDC en tant qu'acteur majeur de la transition énergétique mondiale.

I. CONTEXTE GÉOLOGIQUE ET RESSOURCES MINÉRALES STRATÉGIQUES

La République démocratique du Congo est unanimement reconnue comme l'un des territoires les plus riches au monde en ressources naturelles et minérales. Son potentiel géologique exceptionnel comprend d'importants gisements de cuivre, de cobalt, de coltan, de lithium, d'or, de diamant, d'étain, de nickel, de manganèse ainsi que de terres rares, auxquels s'ajoutent des ressources pétrolières, gazières, hydriques et forestières. Cette diversité géologique confère au pays une place stratégique dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en minerais critiques, indispensables à la transition énergétique, à la mobilité électrique, aux technologies numériques et aux industries de pointe (USGS, 2025 ; IEA, 2024).

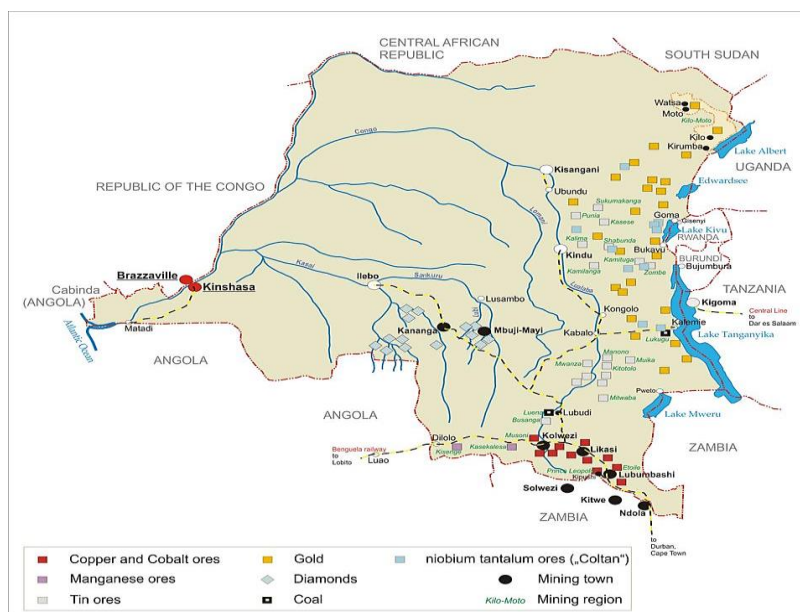


Figure 1 : Carte générale des ressources naturelles et minières de la RDC (Source. SGN-C)

L'évolution rapide de la demande mondiale en métaux critiques, stimulée par la décarbonation des économies et le développement des technologies vertes, renforce davantage la position géostratégique de la RDC. Le cuivre et le cobalt constituent des composants essentiels des batteries destinées aux véhicules électriques, tandis que le lithium, le tantale et les terres rares sont devenus incontournables dans la fabrication des équipements électroniques, des infrastructures numériques et des systèmes de stockage de l'énergie (IEA, 2024 ; World Bank, 2020). Cette réalité justifie le statut de « pays solution » souvent attribué à la RDC dans les débats internationaux relatifs à la transition énergétique.

Malgré ces atouts considérables, le potentiel minéral national demeure insuffisamment connu et valorisé. Les principales exploitations industrielles actuellement en activité reposent encore largement sur des travaux de cartographie et d'exploration réalisés durant la période coloniale ou lors des premières décennies ayant suivi l'indépendance. Plusieurs grands projets miniers, notamment Tenke Fungurume Mining (TFM), Kamoto Copper Company (KCC), Kibali Gold et Sicominex, exploitent essentiellement des gisements identifiés depuis plusieurs décennies. Cette situation illustre le faible renouvellement des réserves minières certifiées et l'insuffisance des campagnes d'exploration modernes (BRGM, 2022 ; Service géologique national du Congo, 2023).

L'épuisement progressif de certains gisements historiquement exploités impose aujourd'hui une politique nationale ambitieuse d'exploration systématique. Les exemples des bassins diamantifères de Tshikapa et de Mbuji-Mayi illustrent la nécessité d'anticiper la diminution des réserves exploitables par l'identification de nouveaux indices minéralisés. De nombreuses provinces, notamment le Kongo Central, le Grand Kasai, le Maniema, le Tanganyika, la Tshuapa, le Bas-Uélé, le Haut-Uélé ainsi que les provinces du Grand Kivu, présentent encore un potentiel géologique largement sous-exploré susceptible d'assurer le renouvellement des ressources stratégiques nationales.

Dans ce contexte, la cartographie géologique constitue bien davantage qu'un simple outil scientifique. Elle représente un instrument fondamental de souveraineté économique permettant à l'État de disposer d'informations fiables sur la localisation, l'étendue, la qualité et la valeur des ressources nationales. Une connaissance précise du sous-sol améliore la planification minière, réduit les asymétries d'information dans les négociations avec les investisseurs et contribue à une meilleure sécurisation des zones à fort potentiel économique (Eggert, 2011 ; Hilson, 2020).

Au-delà de sa dimension économique, la cartographie géologique participe également à la consolidation de la sécurité nationale. Dans plusieurs régions de l'Est de la RDC, l'exploitation illicite des minerais critiques continue d'alimenter les conflits armés, les trafics transfrontaliers et la criminalité organisée. Une meilleure connaissance des ressources, combinée à un système moderne de gestion des données géoscientifiques, renforcerait la traçabilité des minerais, améliorerait le contrôle des périmètres miniers et soutiendrait les politiques publiques de lutte contre la fraude et la contrebande (OCDE, 2023 ; Banque mondiale, 2023).

Ainsi, dans un environnement international caractérisé par une compétition croissante pour l'accès aux ressources critiques, la maîtrise des données géologiques devient un levier stratégique de gouvernance, de sécurité et

d'industrialisation. Pour la RDC, investir durablement dans la cartographie géologique nationale constitue une condition indispensable pour transformer son immense potentiel minéral en un véritable moteur de croissance inclusive, de prospérité nationale et de souveraineté économique.

II. CARTOGRAPHIE GÉOLOGIQUE ET INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES POUR EXPLORER LES MINERAIS CRITIQUES

La cartographie géologique constitue le socle scientifique de toute politique minière durable. Elle permet d'identifier les formations géologiques favorables à la minéralisation, de localiser les indices métallifères, d'évaluer les réserves potentielles et de réduire les incertitudes qui pèsent sur les investissements miniers. Pour un pays de dimension continentale comme la République démocratique du Congo, dont plusieurs régions demeurent encore insuffisamment étudiées, renforcer la cartographie géologique représente une priorité nationale en matière de gouvernance des ressources naturelles et de souveraineté économique (BRGM, 2022 ; USGS, 2025).

Les profondes mutations technologiques intervenues lors des deux dernières décennies offrent aujourd'hui à la RDC l'opportunité d'accélérer considérablement l'acquisition des connaissances géoscientifiques. Les méthodes classiques de prospection doivent désormais être complétées par des technologies modernes permettant d'obtenir des informations précises, rapides et économiquement rentables sur le potentiel du sous-sol.

II. 1. Géophysique aéroportée et exploration de nouvelle génération

La géophysique aéroportée constitue aujourd'hui l'une des techniques les plus performantes pour la reconnaissance des grands ensembles géologiques. Les levés magnétiques, électromagnétiques, gravimétriques et radiométriques réalisés par avion, hélicoptère ou drone permettent d'identifier rapidement les structures profondes susceptibles d'abriter des gisements minéraux, même sous une importante couverture végétale, caractéristique de nombreuses régions congolaises (Kearey, Brooks & Hill, 2013).

Cette approche réduit considérablement les coûts des campagnes d'exploration tout en améliorant la précision des investigations de terrain. Elle facilite également la hiérarchisation des zones prioritaires où devront être réalisés les travaux géologiques détaillés et les campagnes de forage.

II. 2. Intelligence artificielle, Big GeoData et télédétection

L'intégration de l'intelligence artificielle (IA) dans les sciences de la Terre ouvre de nouvelles perspectives pour explorer les ressources minérales. Les algorithmes d'apprentissage automatique permettent aujourd'hui d'analyser simultanément de vastes ensembles de données géologiques, géophysiques, géochimiques et satellitaires afin de prédire la localisation de nouveaux gisements avec un niveau de fiabilité élevé (McKinsey Global Institute, 2023).

L'utilisation des plateformes de Big GeoData facilite également la centralisation, la mise à jour et le croisement permanent des données provenant des différentes campagnes d'exploration. Cette approche améliore sensiblement la planification des travaux, la gestion des permis miniers et la transparence dans l'exploitation des ressources naturelles.

En complément, l'imagerie satellitaire et la télédétection permettent d'assurer une surveillance permanente du territoire national. Elles contribuent à la cartographie structurale, au suivi environnemental des activités minières ainsi qu'à la détection précoce des exploitations illicites et des occupations irrégulières des périmètres miniers (European Space Agency, 2023).



Figure 2 : Intelligence artificielle, Big Data géologique et imagerie satellitaire.

II. 3. Les données géologiques : un enjeu de souveraineté nationale

Dans le contexte géopolitique actuel, les données géologiques constituent un patrimoine stratégique comparable aux réserves minérales elles-mêmes. Celui qui maîtrise l'information géoscientifique dispose d'un avantage déterminant dans les négociations internationales, la planification industrielle et l'attraction des investissements responsables.

Or, une partie substantielle des archives géologiques relatives à la RDC demeure encore conservée dans des institutions étrangères, notamment au Musée royal de l'Afrique centrale de Tervuren (Belgique) et au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) en France. Cette situation limite la disponibilité

immédiate de certaines informations stratégiques indispensables au développement du secteur minier national.

Il apparaît donc stratégiquement nécessaire de créer une plateforme géoscientifique nationale moderne, gérée par le Service géologique national du Congo (SGNC). Cette plateforme devrait intégrer les données historiques, les nouvelles campagnes de cartographie, les résultats d'exploration des opérateurs miniers ainsi que l'ensemble des informations géologiques produites par les universités et les centres de recherche nationaux.

Une telle infrastructure renforcerait la capacité de l'État à planifier le développement minier, à sécuriser les ressources stratégiques et à améliorer la transparence dans l'attribution des droits miniers. Elle contribuerait également à soutenir la recherche scientifique nationale et à former une nouvelle génération de géologues, géophysiciens, géochimistes et spécialistes des sciences des données appliquées aux géosciences.

Enfin, la modernisation de la cartographie géologique ne doit pas être envisagée comme une finalité scientifique isolée. Elle constitue le point de départ d'une politique nationale visant à transformer localement les minerais critiques, à créer davantage de valeur ajoutée, à développer des chaînes industrielles intégrées et à consolider la souveraineté économique de la République démocratique du Congo dans un environnement international marqué par une compétition croissante pour l'accès aux ressources stratégiques (Porter, 1990 ; Banque mondiale, 2023 ; IEA, 2024).

III. DÉFIS GÉOPOLITIQUES, SÉCURITAIRES ET PERSPECTIVES D'INDUSTRIALISATION DES RESSOURCES MINÉRALES

L'immense potentiel minéral de la République démocratique du Congo constitue à la fois un avantage stratégique et une source permanente de vulnérabilités. Dans le contexte international actuel, caractérisé par une forte demande en minerais critiques destinés aux technologies de la transition énergétique et de l'économie numérique, les ressources congolaises font l'objet d'une compétition économique et géopolitique croissante (IEA, 2024 ; World Bank, 2020). Cette situation impose à la RDC de renforcer sa gouvernance minière afin de préserver durablement sa souveraineté sur ses ressources naturelles.

L'un des principaux défis demeure l'exploitation artisanale incontrôlée, qui occupe une place considérable dans plusieurs provinces minières. Si cette activité constitue une source de revenus pour de nombreuses communautés locales, elle reste souvent caractérisée par des méthodes d'exploitation peu mécanisées, une

faible productivité, des risques élevés pour la sécurité des travailleurs ainsi que d'importants impacts environnementaux. À cela s'ajoutent les phénomènes de fraude, de contrebande et d'exportation illicite des minerais qui réduisent considérablement les recettes publiques et limitent la capacité de l'État à financer son développement (OCDE, 2023).

Les importantes réserves de coltan, d'or, d'étain, de tungstène et d'autres minerais stratégiques situées principalement dans l'Est de la RDC alimentent depuis plusieurs décennies des réseaux de trafic transfrontalier qui fragilisent la sécurité nationale. Les conflits armés qui perdurent dans certaines zones minières montrent qu'aujourd'hui la maîtrise des ressources naturelles constitue un enjeu majeur de stabilité régionale. Dans cette perspective, la sécurisation des périmètres miniers doit être considérée comme une composante essentielle de la politique nationale de souveraineté économique.

La problématique dépasse toutefois la seule exploitation illégale des minerais. La maîtrise de l'information géologique apparaît désormais comme un facteur déterminant de puissance économique. Les données issues des campagnes de cartographie et d'exploration représentent un patrimoine scientifique et stratégique indispensable à toute politique minière moderne. Leur centralisation, leur numérisation et leur sécurisation doivent permettre au Service géologique national du Congo de disposer d'une base de données nationale exhaustive, régulièrement actualisée et entièrement contrôlée par l'État. Le rapatriement progressif des archives géologiques historiques conservées dans certaines institutions étrangères contribuerait également à renforcer l'autonomie décisionnelle de la RDC en matière de gestion de son patrimoine minéral.

Au-delà de ces contraintes, la conjoncture internationale offre également de nouvelles opportunités. Le partenariat stratégique engagé entre la République démocratique du Congo et les États-Unis autour des minerais critiques ouvre des perspectives considérables en matière de paix, de sécurité et de développement industriel. Pour la RDC, cette coopération ne doit pas se limiter à l'exportation des matières premières. Elle doit favoriser la réalisation de programmes conjoints de cartographie géologique, financer l'exploration des nouvelles provinces métallogéniques, le transfert de technologies, la formation des cadres congolais ainsi que la création d'unités locales de transformation des minerais conformément aux priorités nationales présentées dans cette étude (U.S. Department of State, 2024).

Dans cette logique, certains gisements stratégiques pourraient faire l'objet de partenariats transparents et mutuellement avantageux, sous l'autorité de l'État congolais et dans le strict respect de la souveraineté permanente de la RDC sur ses

ressources naturelles. Toutefois, toute coopération internationale devrait reposer sur trois principes fondamentaux : le respect de la souveraineté nationale, le partage équitable des bénéfices économiques et la contribution effective des investissements étrangers à l'industrialisation du pays.

L'avenir du secteur minier congolais dépendra ainsi de la capacité des pouvoirs publics à passer d'un modèle historiquement fondé sur l'exportation des minerais bruts à une stratégie intégrée de création de valeur. La transformation locale des minerais critiques, le développement d'industries métallurgiques nationales, la promotion de la recherche scientifique et l'amélioration des compétences techniques développeront non seulement les recettes publiques, mais également créeront des emplois qualifiés et renforceront durablement la compétitivité économique de la République démocratique du Congo (Porter, 1990 ; Banque mondiale, 2023).

En définitive, la paix, la sécurité et l'industrialisation apparaissent comme les trois piliers indissociables d'une gouvernance moderne des ressources naturelles. La cartographie géologique, l'exploration minière et la maîtrise des données géoscientifiques doivent ainsi être considérées comme des investissements stratégiques permettant à la RDC de transformer durablement son potentiel géologique en prospérité nationale.

IV. RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Au regard des analyses développées dans cette étude, la cartographie géologique et l'exploration des ressources naturelles doivent être considérées comme des priorités nationales afin de consolider la souveraineté économique de la République démocratique du Congo. Les recommandations suivantes, directement inspirées de la présentation, constituent les principaux axes d'action :

- Accélérer la cartographie géologique, géophysique et géochimique systématique de l'ensemble du territoire national. Une cartographie exhaustive permettra d'améliorer la connaissance du potentiel minéral national, d'identifier de nouveaux gisements stratégiques et de soutenir une planification rationnelle de l'exploitation des ressources ;
- Renforcer les capacités techniques, scientifiques et financières du Service Géologique National du Congo (SGNC). Le SGNC doit devenir l'institution de référence en matière de production, de gestion et de diffusion des données géoscientifiques nécessaires aux décisions stratégiques de l'État ;
- Moderniser les bases de données géoscientifiques nationales et créer une plateforme numérique sécurisée (Big GeoData). La centralisation et la

numérisation des données géologiques renforceront la souveraineté informationnelle de la RDC et amélioreront la transparence dans la gouvernance minière ;

- Intensifier les programmes d'exploration des minerais critiques et stratégiques dans les provinces encore insuffisamment étudiées. L'exploration de nouvelles zones permettra d'assurer le renouvellement des réserves minières et de maintenir le rôle stratégique de la RDC dans l'approvisionnement mondial en métaux critiques ;
- Développer des industries locales de transformation des minerais et promouvoir des investissements responsables favorisant le transfert de technologies. La création de valeur ajoutée sur le territoire national constitue une condition essentielle pour accélérer l'industrialisation, créer des emplois qualifiés et accroître les recettes publiques ;
- Sécuriser les zones minières contre l'exploitation illicite, la fraude, la contrebande et les groupes armés. La sécurisation des sites miniers est indispensable pour protéger les ressources nationales, restaurer l'autorité de l'État et garantir un environnement favorable aux investissements ;
- Renforcer la traçabilité des minerais tout au long de la chaîne de valeur. Des mécanismes performants de traçabilité permettront de lutter contre les circuits illicites d'exportation et d'améliorer la crédibilité internationale des minerais congolais ;
- Encourager la recherche scientifique et l'innovation dans les universités et les centres de recherche. Le développement des géosciences, de la géophysique, de la géochimie et des technologies numériques constitue un levier indispensable pour former une expertise nationale durable ;
- Promouvoir des partenariats stratégiques fondés sur le respect de la souveraineté nationale, le transfert de technologies et la formation des cadres congolais. Les coopérations internationales, notamment dans le cadre du partenariat stratégique RDC-États-Unis, devraient contribuer à renforcer les capacités nationales plutôt qu'à limiter la RDC au rôle de fournisseur de matières premières ;
- Faire de la cartographie géologique un instrument permanent de souveraineté économique, de sécurité nationale et de planification du développement. Une connaissance approfondie et continuellement actualisée du sous-sol national permettra à la RDC de mieux défendre ses intérêts stratégiques, d'améliorer sa capacité de négociation et de transformer durablement ses ressources naturelles en moteur de prospérité nationale. La mise en œuvre de ces recommandations permettra de transformer les ressources naturelles de la République

Démocratique du Congo en moteur de croissance inclusive, d'industrialisation et de prospérité nationale.

CONCLUSION

La République Démocratique du Congo dispose d'un patrimoine géologique exceptionnel qui lui confère une responsabilité majeure dans la satisfaction de la demande mondiale en minerais critiques indispensables à la transition énergétique et aux technologies du futur. Toutefois, cette richesse naturelle ne pourra produire des effets durables sur le développement national que si elle est accompagnée d'une politique ambitieuse de cartographie géologique, d'exploration systématique et de gouvernance moderne des ressources naturelles.

Cette étude montre que la cartographie géologique dépasse aujourd'hui le cadre des sciences de la Terre pour devenir un véritable instrument de souveraineté économique, de sécurité nationale et de planification stratégique. Une connaissance approfondie du sous-sol national permettra à l'État congolais de renforcer sa capacité de négociation, d'améliorer la gestion des ressources minières, de lutter efficacement contre l'exploitation illicite et de promouvoir une industrialisation fondée sur la transformation locale des minerais critiques.

Les progrès récents en géophysique aéroportée, en télédétection, en intelligence artificielle et en gestion des données géoscientifiques offrent à la RDC des opportunités inédites pour moderniser son système national d'exploration. Leur intégration dans les politiques publiques contribuera à renouveler les réserves minérales, à attirer des investissements responsables et à consolider la compétitivité du secteur minier.

Enfin, dans le contexte du partenariat stratégique entre la République Démocratique du Congo et les États-Unis, la valorisation des minerais critiques doit s'inscrire dans une logique de coopération équilibrée, fondée sur le respect de la souveraineté permanente de l'État sur ses ressources naturelles, le transfert effectif des technologies, la formation des compétences nationales et le développement d'une industrie locale de transformation.

À cette condition, la cartographie et l'exploration des ressources naturelles deviendront les véritables fondements de la souveraineté économique, de l'industrialisation et de la prospérité durable de la République Démocratique du Congo.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BANQUE MONDIALE. (2020). *Minerals for climate action: The mineral intensity of the clean energy transition*. World Bank.
- BANQUE MONDIALE. (2023). *République Démocratique du Congo : Diagnostic systématique de pays*. World Bank.
- BUREAU DE RECHERCHES GÉOLOGIQUES ET MINIÈRES. (2022). *Les ressources minérales critiques : Enjeux géologiques, économiques et stratégiques*. BRGM.
- EGGERT, R. G. (2011). *Minerals go critical: The economics and politics of supply risk*. Colorado School of Mines.
- EUROPEAN SPACE AGENCY. (2023). *Earth observation for sustainable natural resource management*. ESA.
- HILSON, G. (2020). *The Extractive Industries and Society*. Elsevier.
- INTERNATIONAL ENERGY AGENCY. (2024). *Global critical minerals outlook 2024*. IEA.
- KEAREY, P., BROOKS, M., et HILL, I. (2013). *An introduction to geophysical exploration* (3e éd.). Blackwell Science.
- MINISTÈRE DES MINES DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO. (2018). *Code minier de la République Démocratique du Congo, tel que modifié et complété par la Loi no 18/001 du 9 mars 2018*.
- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. (2023). *Guide OCDE sur le devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque*. OCDE.
- PORTER, M. E. (1990). *The competitive advantage of nations*. The Free Press.
- RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO. (2021). *Plan national stratégique de développement 2019–2023*.
- SERVICE GÉOLOGIQUE NATIONAL DU CONGO. (2023). *Rapport annuel sur la cartographie géologique et l'exploration minière en République Démocratique du Congo*.
- TSHIBANGU, J. P. (2019). *Géologie et ressources minérales de la République Démocratique du Congo*. Presses Universitaires du Congo.
- UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE. (2024). *U.S.–Democratic Republic of the Congo strategic minerals partnership*.
- UNITED STATES GEOLOGICAL SURVEY. (2025). *Mineral commodity summaries 2025*. USGS.
- WORLD BANK. (2023). *Africa's pulse: Leveraging critical minerals for sustainable development*.

-
- WORLD ECONOMIC FORUM. (2024). *Securing critical minerals for the energy transition*.
 - YAGER, T. R. (2024). The mineral industry of Congo (Kinshasa). *Minerals Yearbook*. U.S. Geological Survey.